

C.R.F.

Paris le 28 Avril 1993

Association Loi 1901
La Communauté Rwandaise de France
56 rue du Louvre 75002 PARIS.
TEL. (1) 40 39 91 12 / FAX: (1) 40 26 37 59.

Lettre Ouverte

A Monsieur Ivan LEVAÏ
Directeur de l'Information
FRANCE INTER
116 Avenue du Président KENNEDY
75016 PARIS

Monsieur le Directeur,

Le 28 mars 1993, *FRANCE INTER* a diffusé, dans son émission "*Le Choix d'Inter*" du dimanche à 13h15, un reportage de Laurence SIMON intitulé "*Rwanda ou l'intervention militaire française oubliée*". Nous avons longtemps hésité à vous donner nos commentaires sur ce reportage, espérant que cette émission qui, à notre connaissance, était la première que *FRANCE INTER* consacrait au Rwanda, serait suivie par d'autres, pour compléter ou alors contrebalancer les propos tenus dans celle du 28 mars dernier.

En effet, des fidèles auditeurs de votre radio, parmi lesquels figurent plusieurs membres de la "*Communauté Rwandaise de France*" (C.R.F.), qui étaient habitués aux analyses fines et objectives de cette émission, ont été choqués par ce reportage. Nous l'avons enregistré, réécouté plusieurs fois, retranscrit, et analysé attentivement le texte. Nous avons surtout réfléchi sur les propos tenus par votre journaliste. Nous y avons découvert non seulement des erreurs factuelles et des affirmations péremptoires, mais surtout des contre-vérités sur les questions de fond. Nous relevons ici quelques exemples:

- Selon ce reportage, "*le Président HABYALIMANA est au pouvoir depuis 1959*". Même le journaliste le moins informé sur la question rwandaise pouvait facilement savoir que le Général HABYALIMANA a pris le pouvoir par un coup d'état le 5 Juillet 1973.

- Le même reportage ajoute que "*le pays aux milles collines n'est plus le paradis qu'à laissé derrière elle la colonisation belge*". France Inter serait-elle la seule radio à ignorer que le drame actuel du Rwanda prend précisément son origine dans la politique de décolonisation belge, basée sur les massacres et la mise en place d'une idéologie raciste de *majorité ethnique* confondue abusivement avec une *majorité idéologique* ou *politique*.

- Il est par ailleurs choquant d'entendre sur les ondes de votre radio des propos tels que "*(...) les tutsi, plus grands et plus fiers (...)*", qui ne se retrouvent plus que dans une certaine presse rwandaise, réputée ouvertement raciste et extrémiste.

- Toujours selon ce reportage, *"la France n'aide pas seulement HABYALIMANA, mais aussi le Gouvernement d'opposition au Président"*. Le Gouvernement rwandais actuel, en place depuis un an, est un *Gouvernement de coalition* dont la moitié des ministres sont issus de l'ex-parti unique du Président HABYALIMANA (le M.R.N.D.). Le reportage ajoute que, *"ce n'est plus HABYALIMANA qui est responsable de ces choses-là (...), c'est le Premier Ministre avec son gouvernement"*. Nous nous permettons de vous communiquer copies de quelques unes des lettres que le Premier Ministre rwandais a adressées au Président de la République, pour protester contre les blocages mis par ce dernier à l'action gouvernementale, ainsi qu'au processus de paix et de démocratisation du pays.

Les témoignages sur lesquels est bâti ce reportage méritent aussi quelques observations. En effet, si nous comprenons très bien que votre journaliste ait sélectionné librement les personnes à interviewer, il est par contre étonnant que, face à une situation d'une telle gravité, elle ait accordé sa préférence à des témoins marginaux, des exécutants et des anonymes. C'est le cas d'un *"coopérant français"* -anonyme, du prénom de *"Michel"*, qui s'exprime au nom de *"l'Union des Français de l'Etranger"* pour justifier la politique de la France et la présence militaire française au Rwanda. C'est le cas aussi d'une femme rwandaise anonyme -le reportage ne donnant encore une fois que son prénom *"Cynthia"*- qui, au nom *"d'une Association de Femmes Rwandaises"* non identifiée, demande le maintien des troupes françaises au Rwanda ...

Il y avait pourtant sur place, à KIGALI, des acteurs officiellement engagés et des personnalités plus représentatives et qui, à ce titre, étaient mieux indiquées pour fournir aux auditeurs de France-Inter des informations dont elles assument la responsabilité et sur des sujets qu'elles maîtrisent parfaitement.

- Le Premier Ministre rwandais venait de signer, avec le président du Front Patriotique Rwandais (F.P.R.) l'Accord de Dar Es Salaam, dont une des clauses portait sur le retrait des troupes françaises;

- Les représentants du F.P.R. et ceux des partis de la coalition gouvernementale, à l'exception de l'ex-parti unique (le M.R.N.D.) du Président HABYALIMANA, venaient de publier, à BUJUMBURA, un Communiqué commun dans lequel ils dénonçaient le régime dictatorial et sectaire de HABYALIMANA et la présence militaire française au Rwanda, considérés comme des *"obstacles majeurs au processus de paix et de démocratisation du pays"*;

- Enfin, il y a, à KIGALI, un représentant officiel de la France en la personne de l'Ambassadeur de France;

Toutes ces personnalités auraient pu donner des avis autorisés que, au demeurant, votre envoyée aurait pu compléter et illustrer en interviewant des témoins de son choix.

Parlant des massacres qui ont eu lieu dans le pays, votre reporter met en doute les responsabilités des autorités civiles et militaires, en déclarant que *"les massacres et exactions sont perpétrés par des groupes anonymes, que l'existence des escadrons de la mort n'a pas pu être prouvée etc..."*.

- Les Associations Rwandaises de Défense des Droits de l'Homme ont, à plusieurs reprises, dénoncé, preuves à l'appui, les exactions du régime de HABYALIMANA. L'une d'entre elles, l'A.D.L., a publié (décembre 1992) un rapport accablant sur les violations des droits de l'homme au Rwanda, avec des détails sur les exactions commises par les militaires, les hauts responsables politiques et administratifs, les milices du parti de Monsieur HABYALIMANA (le M.R.N.D.)... Votre journaliste aurait pu prendre l'avis des responsables de ces Associations, sinon alors consulter leurs écrits.

- Suite à une mission belge effectuée au Rwanda en Septembre 1992, composée de Willy KUYPERS (Sénateur), Johan SCHEERS (Avocat à Bruxelles), Rik de GENDT (Journaliste),

Wilfried VAN den STORME (Consul Honoraire du Rwanda à Anvers) et du Prof. Filip REYNTJENS, un témoignage accablant sur le "réseau zéro" et les "escadrons de la mort", impliquant l'entourage le plus proche du président HABYALIMANA, a été publié et largement diffusé. Il n'a certainement pas échappé à l'attention des journalistes de *FRANCE INTER*.

- De même, le rapport de la "*Commission Internationale d'Enquête sur les Violations des Droits de l'homme au Rwanda*", publié le 8 Mars dernier, fournit des noms de certaines autorités impliquées dans ces massacres et autres exactions. Votre envoyée aurait pu interviewer, comme viennent de le faire les journalistes de la B.B.C., les personnes mises en cause, ou alors les membres de la Commission ou, plus proches encore, les responsables de la *Fédération Internationale des Droits de l'Homme (F.I.D.H.- Paris)* qui n'auraient certainement pas manqué de lui fournir des preuves et donner des précisions pour enrichir son reportage. N'est-il pas surprenant que, comme les alliés inconditionnels du Président HABYALIMANA, *FRANCE INTER* accorde si peu de crédit à une Commission Internationale, composée de représentants d'Organisations dont la réputation n'est plus à faire, pour se contenter de témoignages anonymes!

Au choix des interlocuteurs *-marginiaux-* votre reporter ajoute des déclarations pour le moins contestables. Ainsi, il est étonnant, pour ne pas dire choquant - d'entendre *FRANCE-INTER* traiter le Président HABYALIMANA de "*bon élève de la Baule*";

- quand on sait que c'est son régime raciste et dictatorial qui a plongé le Rwanda dans son impasse actuelle;
- quand on connaît sa position sur les négociations de paix en cours, dont il considère les accords conclus comme "*des chiffons de papier*";
- quand on connaît l'alliance de son parti avec la C.D.R., parti ouvertement raciste et sectaire;
- quand on a eu l'occasion de lire attentivement le rapport de la Commission Internationale d'Enquête sus-mentionné, qui est accablant pour le régime et pour le président HABYALIMANA lui-même.

Il est par ailleurs révélateur que, pour créditer le président HABYALIMANA d'une attitude démocratique, ce reportage s'appuie sur les avis d'un Colonel de l'armée française et d'un coopérant français au Rwanda. Il ne juge pas utile de s'intéresser à l'avis des rwandais eux-mêmes, plus concernés par la question. Pourtant, des personnalités comme le Premier Ministre rwandais, les représentants des partis politiques, de la Société civile (notamment les représentants des Associations de Défense des Droits de l'Homme et des journalistes) ... se sont plusieurs fois exprimés sur ce sujet, dénonçant "*la politique raciste, régionaliste, belliciste et dictatoriale du Président HABYALIMANA, de son parti le M.R.N.D. (...) dont les crimes ont choqué et révolté la conscience universelle*". Les avis de toutes ces personnes, certainement plus qualifiées pour parler de l'évolution du processus démocratique dans leur pays, auraient certainement éclairé les auditeurs de votre radio. Il faudrait peut-être rappeler ici la lettre du Secrétaire permanent de l'un des organismes rwandais de défense des droits de l'homme - *ARDHO* -, adressée au Chef de la Mission de Coopération Française au Rwanda le 4 mars 1993, dont voici quelques passages:

" (...) il nous a semblé que Monsieur l'Ambassadeur de France au Rwanda ne s'est jamais préoccupé d'informer sa communauté -(sur les violations des droits de l'homme au Rwanda)- puisqu'il a préféré garder lui-même le silence complice, qui nuit à la bonne image d'une France qui est considérée comme pays-berceau de l'Egalité, de la Dignité et du Respect des droits de l'homme.

Nous avons espéré que la France jouera au Rwanda un rôle double: 1/-celui de dissuader le Front patriotique Rwandais et 2/- celui d'exercer une pression positive sur le Président de la République Rwandaise afin qu'il joue franc jeu dans le processus de démocratisation en cours dans notre pays. Malheureusement, le constat est amer et les militaires français

sont considérés comme une force supplémentaire d'oppression, par le peuple rwandais qui avait salué leur arrivée avec soulagement."(...).

La C.R.F. a noté aussi que, à plusieurs reprises, votre envoyée met en cause l'armée du F.P.R., sans fournir aucune preuve. Ainsi, accompagnant "*Jean Baptiste*" - paysan rwandais sans aucune autre identification - "*qui rentrait dans son village*", -lequel est vaguement localisé "*dans le Nord Est du Rwanda*" - votre reporter a découvert des charniers, fosses communes... attribués au F.P.R. L'identité exacte de ce témoin, et surtout la localisation exacte de ces charniers, auraient été pourtant d'un très grand intérêt pour les enquêtes ultérieures, compte tenu de la gravité de ces accusations. Aucun de ces éléments n'est donné avec précision dans le reportage.

Un certain nombre d'indices amènent à penser que ces accusations, portées par *FRANCE INTER* contre le F.P.R., seraient les mêmes que celles diffusées de façon presque simultanée par *RADIO RWANDA* (le 26 Mars 1993), à propos de la région de NGARAMA. Or, force est de constater que l'émission de Radio Rwanda a été fortement contestée par les journalistes de la presse indépendante ainsi que les observateurs des organismes rwandais de défense des droits de l'homme qui, dans leur Déclaration commune du 10 Avril 1993, concluent ainsi: "*D'après les faits constatés et le regroupement des différents témoignages, il serait hasardeux de se prononcer catégoriquement sur les auteurs de ces massacres. En tout cas, rien de prouve que c'est le F.P.R. qui a tué ces personnes comme l'affirme Radio Rwanda*". Vu le parallélisme et la simultanéité des deux émissions, peut-on en conclure que *FRANCE INTER* assurerait, en France, le relai de *RADIO KIGALI*, surnommée *RADIO KINYOMA* (c.à.d. Radio Mensonge)?!

Bien d'autres points de ce reportage appelleraient des observations. En effet, il est profondément choquant d'entendre des propos aussi dénigrants, sur les ondes de votre radio, traitant *les casques verts de l'O.U.A.* de - *mal équipées, pas toujours enclines, entre africains, à l'objectivité (...)*" quand on mesure les efforts inlassables que fournit l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) pour ramener la paix au Rwanda, et le travail accompli par son Groupe d'observateurs (le G.O.M.N) pour assurer le contrôle du cessez-le-feu au Rwanda. Si peu de considération pour une organisation comme l'O.U.A. n'honore pas votre radio.

Monsieur le Directeur, à la première écoute, nous avons conclu à un reportage léger et donc irresponsable. Mais avec un peu de recul, nous sommes de plus en plus convaincus que cette émission s'intègre dans une vaste campagne de désinformation sur le Rwanda, dont le double objectif est de cacher les véritables causes de la situation catastrophiques que connaît notre pays, et surtout de transmettre le message suivant aux auditeurs de France-Inter:

- "les troupes françaises sont au Rwanda pour protéger le régime d'un bon élève de la Baule -accusé exagérément de violation des droits de l'homme- ainsi que la population rwandaise, contre la menace du F.P.R., minorité tutsi soutenue par l'Ouganda -qui jouit d'une réputation sans tâche alors que ce sont des sanguinaires (!) et qui cherche à prendre le pouvoir par la force et contre la volonté de la majorité hutu".

- "Leur maintien -réclamé par la population rwandaise (!)- s'impose (malgré les accords conclus sur leurs retraits) car les forces de l'O.U.A. - mal équipées et sans objectivité- sont incapables d'assurer le respect du cessez-le-feu, et l'O.N.U. ne sera pas capable d'y envoyer des casques bleus."

Les Accords déjà signés, les négociations en cours à Arusha, les récentes résolutions du Parlement Européen et du Conseil de Sécurité, contredisent cette propagande.

Monsieur le Directeur, il est profondément regrettable qu'une radio comme *FRANCE INTER* accepte de se faire l'écho d'une telle campagne, qui ne peut que nuire à sa réputation. Une rectification des informations diffusées le 28 mars 1993 s'impose et, au cas où vous le souhaiteriez, la "*C.R.F.*" est prête à y contribuer et à vous apporter un complément d'informations qui permettraient de mieux comprendre la situation actuelle au Rwanda. En effet, vos auditeurs ont droit d'avoir des

informations objectives sur "l'action mortifère ininterrompue, anti-pacifiste et anti-démocratique du président HABYALIMANA et de son parti" pour reprendre ici les termes de la lettre des Associations Rwandaises de Défense des Droits de l'Homme adressée au Président F. MITTERRAND en Mars dernier.

Nous restons convaincus qu'une telle campagne, sur les ondes d'une radio de grande réputation comme la vôtre, n'émane pas d'une réelle volonté de désinformation, qu'elle n'est plutôt qu'un incident de parcours, et que vous ne ménagerez aucun effort pour que la vérité soit rétablie. C'est pourquoi nous vous demandons, persuadés que vous n'hésitez pas, de consacrer quelques minutes de la même émission - "Le Choix d'Inter"- à la présentation du rapport de la Commission Internationale cité plus haut, qui permettra déjà aux auditeurs de FRANCE INTER de se faire une idée sur les monstruosité de la dictature du Président HABYALIMANA. Nous avons la certitude que les membres de cette Commission accepteront volontiers de donner leur témoignage sur vos ondes. En attendant, nous nous permettons de vous adresser en annexe quelques documents qui illustrent nos commentaires sur l'émission du 28 Mars 1993.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre haute considération.

LA COMMUNAUTE RWANDAISE DE FRANCE

56 Bis, Rue du LOUVRE

75002 PARIS

TEL.: (1) 40 39 91 12 */* FAX: (1) 40 26 37 59

*